



## Déclaration conjointe UE – États-Unis à la suite de la visite du Président Juncker à la Maison Blanche

Washington, le 25 juillet 2018

Nous nous sommes réunis aujourd'hui à Washington pour lancer une nouvelle phase dans les relations entre les États-Unis et l'Union européenne, une phase caractérisée par des liens d'amitié étroits, des relations commerciales solides et avantageuses pour les deux parties, une meilleure collaboration pour la sécurité et la prospérité dans le monde, et un front commun contre le terrorisme.

Les États-Unis et l'Union européenne comptent ensemble plus de 830 millions de citoyens et représentent plus de 50 % du PIB mondial. En nous unissant, nous pouvons construire un monde meilleur, plus sûr et plus prospère.

Aujourd'hui déjà, les États-Unis et l'Union européenne entretiennent des relations commerciales bilatérales d'une valeur de 1000 milliards de dollars – la plus importante relation économique au monde. Nous voulons renforcer encore ces liens commerciaux au profit de tous les citoyens américains et européens.

C'est pourquoi nous sommes convenus ce jour d'œuvrer tout d'abord ensemble à la suppression des droits de douane, des barrières non tarifaires et des subventions aux produits industriels autres que l'automobile. Nous nous attacherons également à réduire les obstacles et à accroître les échanges dans le domaine des services, des produits chimiques, pharmaceutiques et médicaux, ainsi que du soja.

Il en résultera des débouchés pour les agriculteurs et des emplois pour les travailleurs, un essor des investissements et une plus grande prospérité aux États-Unis et dans l'Union européenne. Le commerce en sera aussi plus équitable et réciproque.

Deuxièmement, nous avons décidé aujourd'hui de renforcer notre coopération stratégique dans le domaine énergétique. L'Union européenne souhaite importer davantage de gaz naturel liquéfié des États-Unis pour diversifier son approvisionnement.

Troisièmement, nous sommes convenus d'ouvrir un dialogue approfondi sur la normalisation, afin de faciliter le commerce, de réduire les obstacles bureaucratiques et de diminuer radicalement les coûts.

Quatrièmement, nous sommes convenus d'unir nos forces pour mieux protéger les entreprises américaines et européennes contre les pratiques déloyales dans le commerce mondial. Nous travaillerons donc étroitement avec des partenaires partageant nos valeurs pour réformer l'OMC et combattre les pratiques commerciales déloyales, notamment le vol de propriété intellectuelle, les transferts de technologie forcés, les subventions à l'industrie, les distorsions de concurrence engendrées par les entreprises publiques, et les surcapacités.

Nous avons décidé de créer sans attendre un groupe de travail exécutif, constitué de nos plus proches conseillers, pour concrétiser ce programme commun. Ce groupe de travail définira en outre des mesures à prendre à court terme pour faciliter les échanges commerciaux et il évaluera les mesures tarifaires en place. Ce faisant, nous n'irons pas à l'encontre de l'esprit de cet accord, à moins que l'une des parties ne rompe les négociations.

Nous souhaitons également régler la question des droits de douane sur l'acier et l'aluminium et des mesures de rétorsion à cet égard.

STATEMENT/18/4687